

comme à Montereau, et le seuil de 1000 logements par opération dans une ville de 50 000 habitants et de 2000 logements dans toutes les villes de plus de 50 000 habitants ne peut être dépassé.

La période giscardienne est marquée par le déplacement d'une logique quantitative vers une logique qualitative et par les premières préoccupations écologistes. Le thème de la qualité de la vie devient un mot d'ordre, au point que le ministère de l'Équipement devient, de 1978 à 1981, le ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie<sup>37</sup>. Le président de la République condamne vigoureusement la politique de construction de ses prédécesseurs : « On a construit ou laissé construire des ensembles d'inspiration collectiviste, monotones et démesurés, qui ont secrété la violence et la solitude<sup>38</sup> ».

Une fois la construction des grands ensembles ralentie, des enquêtes commandées par le ministère constatent leur dégradation physique et sociale. L'équipement, l'animation, voire le développement communautaire, visent alors à améliorer leur situation<sup>39</sup>. La commission interministérielle *Habitat et vie sociale*, qui fédère technocrates éclairés, catholiques sociaux, associations familiales, milieux du travail social et de l'éducation populaire, issue de la revue puis du groupe du même nom (1973-1977) défend ces solutions, dont sont issues les opérations de développement social des quartiers (1981) puis la politique de la ville. Depuis 1983, avec la destruction de trois tours aux Minguettes, la politique de réhabilitation passe notamment par la destruction d'une partie des grands ensembles, décriés et présentés comme la source, ou du moins le lieu principal du « mal des banlieues ».

Construits du début des années 1950 à 1973, les grands ensembles constituent encore un objet d'études neuf dont l'analyse est rendue d'autant plus indispensable qu'ils sont considérés aujourd'hui comme « une vaste erreur collective dont seraient responsables, en bloc l'État, les technocrates, les architectes fonctionnalistes, les grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics et les grands maîtres d'ouvrages parapublics<sup>40</sup> ».

On ne peut cependant se contenter d'envisager les grands ensembles dans le temps court de leur édification sous peine de n'en saisir qu'une part infime. En effet, ils s'inscrivent dans des thématiques et des temporalités plus vastes, des théories architecturales et urbanistiques à l'histoire de la gouvernance urbaine, de la moyenne durée de l'aménagement du territoire au temps long de la croissance de la ville depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, les grands ensembles doivent être mis en relation avec d'autres modèles urbains, auxquels ils se rattachent ou qui s'en écartent. Les villes nouvelles anglaises, les opérations scandinaves comme Tapiola en Finlande, les grandes villes neuves comme Brasilia ou Chandigarh, contemporaines des

grands ensembles, doivent ainsi être évoquées<sup>41</sup>. De même, il faut envisager les grands ensembles dans le temps plus long de l'urbanisme opérationnel des années 1955-1975 et dans l'espace plus large des « nouveaux ensembles urbains<sup>42</sup> » en prenant en compte l'édification des villes nouvelles. Conçues entre 1965 et 1968, elles sont présentées comme une rupture par leurs concepteurs<sup>43</sup>, rupture réévaluée par les historiens qui évoquent à son sujet un « des grands mythes de l'histoire urbaine contemporaine<sup>44</sup> », montrant que des questions identiques ont été posées au sujet des grands ensembles et des villes nouvelles. Ces dernières ont ainsi dû relever, avec des moyens différents, les défis urbains auparavant assignés aux grands ensembles ; construire une ville de toutes pièces, qui ait une âme, ne pas être seulement des cités-dortoirs, accueillir les nouveaux habitants dans un espace encore en chantier. Certaines critiques faites aux grands ensembles furent d'ailleurs également attribuées aux villes nouvelles et on pouvait lire à leur propos à la fin des années 1970 « ce sont les cités dortoirs de demain avec la couleur en plus<sup>45</sup> ».

De même, on ne peut faire l'histoire des grands ensembles sans s'intéresser aux théories et pratiques architecturales ou urbanistiques qui, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont précédé leur édification<sup>46</sup>. La forme des grands ensembles, leur organisation, entre zoning et libération du sol par un urbanisme vertical, constituent des enjeux architecturaux et urbanistiques que l'on ne peut ignorer. L'histoire de l'aménagement des villes, du pré urbanisme progressiste à l'urbanisme de l'entre-deux-guerres, qui promeut l'accès pour tous à l'air, la lumière, l'eau dans une perspective hygiéniste doit être convoquée<sup>47</sup>. La référence au mouvement moderne, incarné par des architectes ou des urbanistes comme Le Corbusier, André Lurçat, Eugène Beaudouin ou Marcel Lods<sup>48</sup>, inspirés par le constructivisme soviétique et le *Bauhaus* allemand, fascinés par la standardisation, est indispensable.

De même, les politiques du logement, en particulier social, doivent être prises en compte, de la loi Siegfried relative aux HBM en 1894 à l'aide à la personne en 1977<sup>49</sup>. La référence à l'histoire de la pénurie de logement autour des dénonciations des taudis, garnis ou bidonvilles par les travailleurs sociaux, les urbanistes ou le pouvoir est tout aussi indispensable à qui étudie les grands ensembles édifiés dans le cadre d'une dramatique crise du logement<sup>50</sup>. Enfin, les réflexions et actions menées de l'entre-deux-guerres au régime de Vichy autour de l'aménagement des villes et du territoire, de la crise des mal-lotis aux cités-jardins, du plan Prost aux cités-satellites, aux problématiques de la Reconstruction et à l'influence des thèses graviéristes permettent de comprendre les continuités qui vont du début du siècle aux années 1960, voire au-delà<sup>51</sup>.

Enfin, on ne peut envisager l'histoire des grands ensembles sans une référence à l'histoire des banlieues auxquelles ils sont si souvent associés dans l'imaginaire et dans lesquelles ils sont fréquemment localisés.

Territoire en marge d'une ville qui s'étend, en perpétuelle mutation, la banlieue désigne des réalités différentes selon les époques auxquelles on la considère et les disciplines à partir desquelles on l'étudie. L'exemple de la croissance de la banlieue parisienne témoigne de l'évolution des territoires périphériques. La naissance des banlieues contemporaines date de l'explosion urbaine de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle et a l'industrialisation pour corollaire. Séparée de Paris par les « fortifs » puis par la zone<sup>52</sup>, la banlieue est industrielle, maraîchère, rentière ou de villégiature. L'entre-deux-guerres est un moment important de sa croissance. Si HBM et cités-jardins<sup>53</sup> s'y installent, l'étalement urbain prend surtout une forme pavillonnaire. La banlieue s'apparente dans les esprits des pouvoirs publics, des architectes et des urbanistes, à une pieuvre tentaculaire, menaçante au plan social et politique. L'initiative privée et l'absence de plan d'urbanisme de ces espaces nouvellement lotis sont dénoncées. Ce phénomène, alors essentiellement parisien, est perçu comme un problème national au point que les députés votent en 1928 une loi visant à améliorer la situation de la périphérie parisienne. Cette époque, qui voit la naissance du mythe des banlieues rouges, est également celle où paraît le premier plan d'aménagement de la Région parisienne, le plan Prost (1928-1939), du nom de l'urbaniste qui en fut le maître d'œuvre. Il s'agit alors de planifier la croissance de la banlieue parisienne dans l'objectif d'en freiner le développement pavillonnaire sauvage. Cette problématique, à l'œuvre dès les années 1930, est prolongée pendant la guerre sous le régime de Vichy à travers le plan d'Aménagement de la Région parisienne (PARP) dont les orientations sont conservées après la guerre, et reprises dans le plan d'aménagement et d'organisation générale de la Région parisienne (PADOG) approuvé en 1960. Au zoning régional qui distingue les zones urbaines et les zones rurales et aux cités-jardins de 25 000 logements du plan Prost succèdent les cités satellites de Vichy et les grands ensembles, répartis autour de Paris, considérés comme des villes nouvelles, qui doivent régénérer la banlieue de l'après-guerre<sup>54</sup>. La période qui suit la Seconde Guerre mondiale correspond au triomphe de l'habitat collectif, en particulier des grands ensembles, tandis que les années 1970 voient le retour de l'habitat individuel sous la forme des « nouveaux villages<sup>55</sup> ». L'histoire des banlieues, qui a abordé ces problématiques, s'est aussi attachée aux classes populaires qui les peuplent parfois, montrant qu'elles produisent une culture urbaine qui leur est propre, de même que des formes de sociabilité et de résistance particulière. La banlieue apparaît ainsi « comme l'espace

d'agrégation et de ségrégation des classes populaires, espace virtuel et discontinu qui exprime la dispersion d'un groupe en milieu urbain<sup>56</sup> ». Les recherches, centrées sur les classes populaires, n'ont pas toujours pris en compte la diversité sociale des banlieues, cependant, quelques travaux permettent d'appréhender cette mosaïque banlieusarde, et d'aborder la diversité d'habitants dont les choix résidentiels et les trajectoires sont variés<sup>57</sup>.

Si l'on connaît désormais bien l'histoire des grands ensembles, celle de leurs représentations reste à faire. On sait en effet presque tout des représentations de la banlieue dans l'entre-deux-guerres, ou de celles des années 1980 et 1990. Mais l'historiographie, qui a abondamment senti « l'haleine des faubourgs<sup>58</sup> », laisse une banlieue rouge mitée par les pavillons<sup>59</sup> dans les années 1930 pour la retrouver hérissée de tours et de barres peuplées de sauvageons dans les années 1990<sup>60</sup> sans que l'on sache vraiment ce qui permet le passage de l'une à l'autre. Des études ont été menées sur les représentations de la ville et de la banlieue des années 1950 aux années 1980<sup>61</sup>, mais rares sont celles qui s'intéressent exclusivement à ce qui en représente la production urbaine majeure : les grands ensembles<sup>62</sup>. On méconnaît ainsi tout un pan de l'histoire de la ville des Trente Glorieuses, dont les productions constituent pourtant aujourd'hui le cœur des représentations de la banlieue.

Or, les historiens ont montré à quel point les représentations modèlent le social<sup>63</sup> ; « la réalité induisant des représentations qui amènent des conduites qui transforment la réalité<sup>64</sup> ». « Il n'est en effet pas de pratique ni de structure qui ne soit produite par les représentations, contradictoires et affrontées, par lesquelles les individus et les groupes donnent sens au monde qui est le leur<sup>65</sup> ». Et « il y a sans doute peu de domaines où les représentations collectives pèsent autant sur les comportements à la fois individuels et civiques<sup>66</sup> » que celui de l'urbain. En effet, le « poids des représentations de la ville est décisif dans la construction des aspirations des citoyens<sup>67</sup> ». L'analyse de « la façon dont M. Tout-le-monde se représente la ville où il vit et imagine la ville où il aimerait habiter, de la façon dont ses fantasmes se construisent<sup>68</sup> » est un corollaire indispensable à l'histoire urbaine. Elle impose de s'interroger sur ce qui « dans ses images de la ville s'enracine dans une expérience vécue, sur ce qui vient des médias multiples, films, bandes dessinées, romans de toute sorte, et enfin sur ce qui relève d'un imaginaire plus profond<sup>69</sup> ». Or, il est peu de productions urbaines qui soient aujourd'hui l'objet d'un rejet tel que celui dont souffrent les grands ensembles. Ce rejet se manifeste notamment dans les opérations de restructuration urbaine qui donnent lieu à des démolitions de barres et de tours toujours fortement médiatisées<sup>70</sup>. On peut formuler l'hypothèse, vraisemblable, que les images diffusées des grands ensembles dès la

période de leur édification ont contribué à forger une réalité au départ mal définie et ont anticipé, voire ont influencé le rejet actuel des grands ensembles. On peut aussi penser que ce sont les représentations qui ont, progressivement, assimilé les grands ensembles à une banlieue dont ils sont devenus la métonymie et que leur étude peut permettre de comprendre comment s'est effectuée cette assimilation frauduleuse.

### Les grands ensembles au carrefour des représentations

L'image des grands ensembles, dont on a vu qu'ils sont liés à l'histoire de la ville, de la banlieue et de l'habitat, ne peut être envisagée sans référence aux représentations antérieures de ces territoires. Conçus comme des villes nouvelles, ils s'insèrent dans les représentations de la ville issues du XVIII<sup>e</sup> siècle ; ancrés aujourd'hui dans les représentations de la banlieue dont ils sont devenus l'archétype, ils doivent être envisagés dans une histoire plus longue des images de la périphérie ; figures de l'habitat populaire, taudis de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, leur étude s'inscrit dans le champ plus large des représentations de l'habitat.

L'étude des représentations et des mythes engendrés par la grande ville, au premier rang desquelles Paris, est ancienne. Des travaux ont tenté de « remonter le fil des stéréotypes et la généalogie des "migrations d'images" souvent souterraines qui, dans l'ensemble des représentations, écrites ou figurées, constituant l'imaginaire parisien depuis près de deux siècles, ont pu se sédimenter, se croiser ou se contredire, muter d'un support à l'autre pour se constituer en images obligées ou, au contraire, progressivement ou brutalement s'évanouir<sup>71</sup> ». L'image des villes est souvent teintée d'une vision organiciste qui les appréhende comme des systèmes vivants, qui naissent, se développent et meurent, victimes de maladies dont il faut décrire les symptômes et auxquelles il faut proposer des remèdes.

La ville, et surtout la grande ville, tout en suscitant l'admiration et l'attrait, est profondément mal aimée en France depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Des travaux récents permettent de suivre la « haine de la ville » en France de Rousseau à la création de la DATAR en 1963<sup>72</sup>. Le XVIII<sup>e</sup> siècle voit naître le thème de la ville dangereuse, lieu de débauche et de perdition. Foyer de développement de maladies et de prolifération des perversités morales et des désordres sociaux, les villes sont considérées comme monstrueuses<sup>73</sup>. Les observateurs sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle insistent sur l'entassement, le manque d'hygiène et les